

1 - TENDANCES INTERNATIONALES

Reprise à rythmes variables dans les principales économies avancées ... toujours des doutes dans les économies émergentes

Si la fin d'année 2013 avait confirmé le redressement de l'activité économique, perceptible depuis l'été, dans la plupart des **économies avancées**, les premiers mois de 2014 ont toutefois mis en lumière des rythmes de reprise très variables selon les pays considérés.

Pour les **émérgents**, des doutes persistent quant à la capacité de résistance de ces économies souvent très dépendantes de leurs exportations et confrontées, par ailleurs, à la transition de leurs modèles de développement. L'activité continuerait ainsi, comme depuis maintenant 2 ans, de ralentir en **Chine** (+7,5% en prévision pour 2014 contre +10% par an en moyenne entre 1999 et 2011), décrocherait en **Russie** (impact notamment de la crise ukrainienne sur l'activité économique) et resterait à la peine au **Brésil** au moment d'accueillir la Coupe du Monde (climat des affaires et moral des ménages au plus bas depuis plusieurs années).

Au regard de ces éléments, **la croissance mondiale serait un peu plus soutenue en 2014 (+3,6% contre +3,0% en 2013) profitant essentiellement du regain d'activité dans les économies avancées (+2,2% après +1,3%).** Du côté des économies émergentes, elle resterait globalement stable et pèserait sur le dynamisme du commerce mondial.

La confiance est globalement de retour dans les économies avancées ... la croissance pas encore partout

Dans la Zone euro, l'activité a de nouveau crû au cours du 1^{er} trimestre 2014 (+0,2%) mais de manière moins forte qu'attendue et évolue, par ailleurs, de manière inégale.

En France et en Italie, le début d'année a été atone (respectivement 0% et -0,1%) en raison principalement d'une consommation privée et d'investissements peu dynamiques, voire en repli. La situation devrait être un peu plus favorable pour les trimestres à venir, toutefois la croissance attendue sur l'ensemble de l'année resterait modérée dans l'Hexagone (+0,7%) et encore très fragile de l'autre côté des Alpes (+0,1%).

En Espagne, la croissance retrouvée depuis mi-2013, a de nouveau été au rendez-vous début 2014 (+0,4% après +0,2% au 4^{ème} trimestre 2013) et continuerait sur sa lancée d'ici la fin de l'année. Cette reprise serait portée, d'un côté, par un investissement en équipement en nette progression (nécessité de réinvestir après l'ajustement des années passées et niveau de marge élevé des entreprises) et, d'autre part, par une consommation des ménages en hausse grâce au redémarrage anticipé des salaires.

L'Allemagne, enfin, reste le principal moteur de la zone. L'activité y a nettement accéléré au 1^{er} trimestre 2014 (+0,8% après +0,4%) grâce notamment à des dépenses d'investissement (construction et biens d'équipements industriels) en forte hausse.

Aux États-Unis, la croissance s'installe mais n'accélérerait pas en 2014 (+2% en prévision contre +1,9% en 2013). Les conditions météorologiques extrêmes de ce début d'année ont en effet pesé fortement sur l'activité (-0,2% après +0,7% au 4^{ème} trimestre 2013). Cette dernière rebondirait toutefois vivement, par contrecoup, au printemps avant que cet effet de rattrapage ne se dissipe au second semestre. Plus globalement, la croissance profiterait, d'une part, de la bonne orientation du marché du travail (taux de chômage à 6,3%) et de son impact sur le pouvoir d'achat des ménages, et d'autre part, de la dynamique du marché de l'immobilier résidentiel (même si ce dernier marquerait un peu le pas après 2 années de rebond vigoureux).

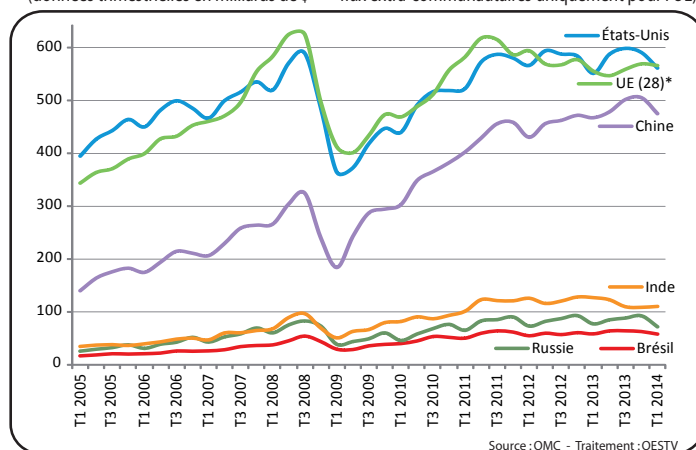
Croissance du PIB et prévisions

(Sources : FMI et INSEE - avril & juin 2014)

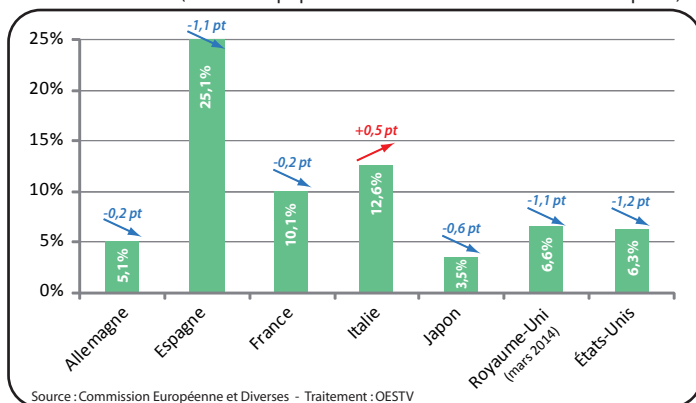
en %	2012	2013	2014 (p)
ZONE EURO	-0,6	-0,4	+1,0
France	+0,4	+0,4	+0,7
Allemagne	+0,9	+0,5	+2,1
Espagne	-1,6	-1,2	+1,3
Italie	-2,4	-1,8	+0,1
Royaume-Uni	+0,3	+1,7	+2,8
États-Unis	+2,8	+1,9	+2,0
Japon	+1,4	+1,5	+1,5
ÉCONOMIES AVANCÉES	+1,4	+1,3	+2,2
Chine	+7,7	+7,7	+7,5
Inde	+4,7	+4,4	+5,4
Brésil	+1,0	+2,3	+1,8
Russie	+3,4	+1,3	+1,3
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+5,0	+4,7	+4,9
MONDE	+3,2	+3,0	+3,6

Commerce international - Importations par zone ou pays

(données trimestrielles en milliards de \$ - * flux extra-communautaires uniquement pour l'UE)



Taux de chômage dans les principales économies avancées en mai 2014 (en % de la population active et évolution sur 1 an en point)



2 - FRANCE

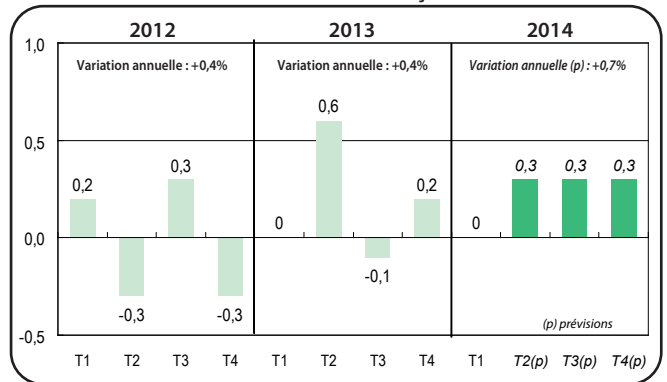
Pas encore de véritable reprise en 2014 : la croissance n'accélérerait que timidement

Après une fin d'année 2013 semblant confirmer les prémices d'un retour à la croissance (amélioration de l'environnement économique international, des enquêtes de conjoncture), **le 1^{er} trimestre 2014 s'est pourtant soldé en France par une activité atone.**

Derrière cette croissance nulle se cachent toutefois des dynamiques variables selon les secteurs d'activité. La production a progressé de 0,9% dans l'industrie manufacturière comparé au trimestre précédent, de 0,2% dans les services marchands et a résisté dans le commerce malgré la mauvaise orientation de la consommation. Par contre, l'activité du secteur de la construction a poursuivi sa baisse de façon assez marquée (-1,4%) en raison de la faiblesse des investissements des ménages et des entreprises.

Pour les 9 mois restants, la tendance serait un peu mieux orientée sous l'effet notamment d'un rebond mesuré de la consommation des ménages et d'exportations plus dynamiques. Cependant, **la croissance du PIB sur l'ensemble de 2014 demeurerait modérée à +0,7% ; soit inférieure de 0,3% aux précédentes prévisions et aux objectifs gouvernementaux.**

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)

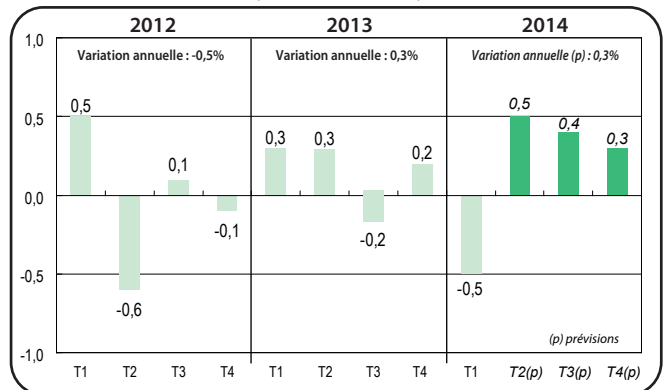


Consommation des ménages : contrecoup au 1^{er} trimestre 2014 ... un peu mieux en prévision

En début d'année 2014, la consommation des ménages a subi, d'une part, le contrecoup des achats anticipés d'automobiles fin 2013 avant le durcissement du malus au 1^{er} janvier 2014 (-1,5% après +2,5% au 4^{ème} trimestre 2013), et d'autre part, les effets d'un hiver particulièrement doux sur leurs dépenses en énergie (-5,0% après -2,2%). Notons par ailleurs que les achats alimentaires se sont assez nettement repliés (-1,0% après +0,6%) tandis que les dépenses en services sont restées atones.

Pour les mois à venir, les dépenses de consommation des ménages retrouveraient un rythme de croissance relativement modéré que ce soit pour les produits manufacturés, les services ou l'énergie. Au total, sur l'ensemble de l'année, la croissance de ces dernières resterait ainsi contenue en s'établissant, comme en 2013, à +0,3%.

Évolution trimestrielle de la consommation des ménages (variation T/T-1 en %)

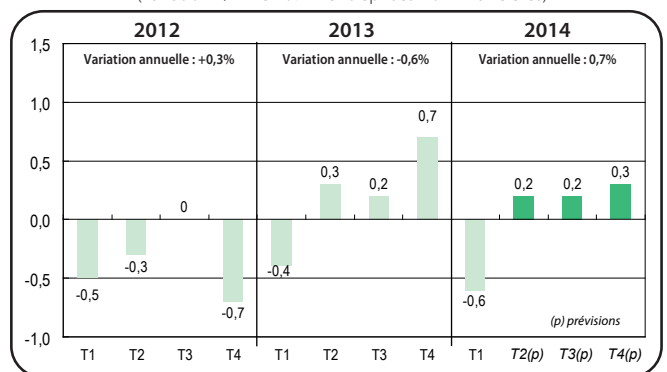


Investissements : léger rebond attendu pour les entreprises en 2014 ... poursuite de l'effondrement pour les ménages

↳ **Au 1^{er} trimestre 2014, les investissements des entreprises (non financières) ont reculé de -0,6% après un rebond de +0,7% enregistré en fin d'année passée.** Ce repli est notamment imputable à la chute des dépenses en matériel de transport, lesquelles avaient été anticipées fin 2013 afin d'éviter la hausse des prix sur les véhicules lourds au 1^{er} janvier 2014 avec l'entrée en vigueur de la norme "Euro 6".

Pour le reste de l'année, les prévisions tablent sur un rythme de progression modéré des immobilisations soutenu par des conditions de financement toujours favorables et l'impact positif du CICE sur le taux de marge des entreprises (au plus bas depuis près de 30 ans fin 2013 à 29,5%, il s'est redressé à 30% au 1^{er} trimestre 2014). Dans le détail, les dépenses en produits manufacturés repartiraient à la hausse en 2014 (+1,5% après -0,7% en 2013), les dépenses de services accéléreraient (+1,3% après +0,9%), mais celles en construction s'afficheraient toujours en repli (-1,5% après -2,6%).

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises* (variation T/T-1 en % - *entreprises non financières)



↳ **L'investissement des ménages** (essentiellement en logements) a, pour sa part, poursuivi son érosion pour le 9^{ème} trimestre consécutif (-2,6% après -2,2%) et **atteint son plus bas niveau depuis 1999.** Ces dépenses d'investissement des ménages continueraient de baisser **sur les trimestres à venir et reculeraient ainsi fortement sur l'ensemble de l'année** (-6,7% en prévision après -3,1% en 2013).

Solde commercial : repli des importations mais aussi des exportations sur le début d'année

Sur les 4 premiers mois de 2014, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) **s'est légèrement réduit en s'établissant à -18,4 Mds€ contre -19,7 Mds€ un an plus tôt** (pour rappel ce dernier était de -24,5 Mds€ en 2012 et de -27,1 Mds€ en 2010). Cette réduction relève exclusivement d'une modération de nos importations (-2,0%, 162,9 Mds€ contre 166,2 Mds€ en 2013) car, dans le même temps, nos exportations se sont également contractées (-1,4% ; soit 144,5 Mds€ contre 146,6 Mds€ en 2012).

Climat des affaires en France en juin 2014 : globalement en détérioration

Sources : INSEE - DARES - Pôle Emploi
Traitement : OESTV

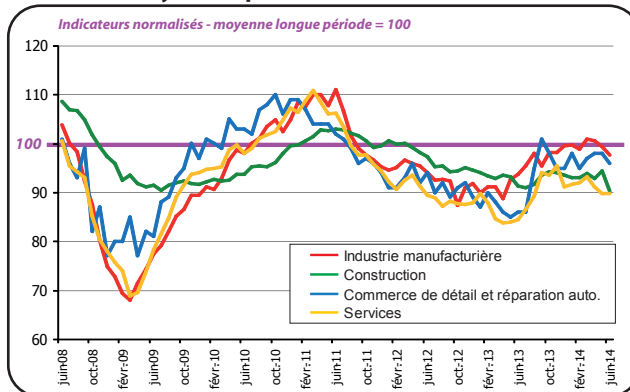
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en juin par l'Insee, le climat des affaires se dégrade pour le 2^{ème} mois consécutif après avoir enregistré une amélioration quasi continue entre mai 2013 et mars 2014. Les carnets de commandes, tant globaux qu'étrangers, se détériorent assez nettement et retombent à un niveau inférieur à leur moyenne long terme, tandis que le solde sur les perspectives générales (opinion des industriels sur l'activité de l'industrie dans son ensemble) se replie également assez sensiblement.

- **Construction / BTP** - L'indicateur du climat des affaires, qui s'était globalement stabilisé depuis septembre 2013 (à un niveau certes bas), se replie très fortement de 4 points sur un mois pour s'établir à 90 en juin. L'activité passée est de nouveau estimée en baisse sur la période récente, les carnets de commandes toujours jugés très inférieurs à la normale, le pessimisme prime sur les mois à venir et, en conséquence, les perspectives d'emploi sont en berne.

- **Commerce de détail / automobile** - L'indicateur synthétique du climat des affaires perd 2 points en juin (à 96) et demeure inférieur à sa moyenne long terme. Les chefs d'entreprise sont aussi nombreux qu'en mai à déclarer une baisse de leurs ventes passées, tandis que les ventes prévues et les intentions de commandes fléchissent pour les mois à venir. Les perspectives générales du secteur sont ainsi plutôt pessimistes et celles relatives à l'emploi en baisse.

- **Services** - En juin, le climat des affaires est stable (à 90) mais à un niveau très en deçà de sa moyenne longue période. L'activité passée n'a pas été très dynamique et, pour les trois prochains mois, les chefs d'entreprise n'entrevoient qu'un très léger redressement. Le solde relatif aux perspectives générales du secteur reste stable à un niveau bas.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



Emploi salarié - Les gains d'emplois réalisés en fin d'année passée ont été effacés au 1^{er} trimestre

Après s'être replié de près de 107 000 postes en 2012 (-0,7%), l'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) avait continué son érosion, en 2013, à un rythme toutefois moins soutenu avec une perte de 53 000 postes (soit -0,3%). Il s'était même stabilisé à l'été avant de rebondir légèrement en fin d'année (+21 000 emplois au 4^{ème} trimestre 2013).

Cette dynamique de reprise a cependant été éphémère et n'a pas résisté à la conjoncture atone du 1^{er} trimestre 2014 au cours duquel les gains acquis sur les 3 mois précédents ont été totalement effacés (-21 700 emplois au T1 2014).

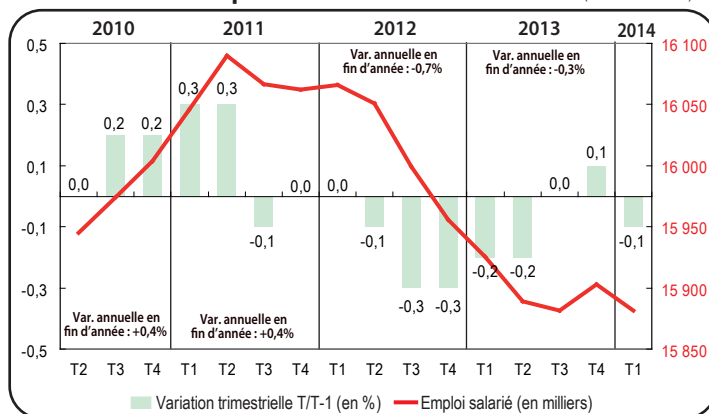
Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité au 1^{er} trimestre 2014 (secteurs marchands uniquement)

- **Dans l'INDUSTRIE, 7 200 emplois ont été détruits au cours des 3 premiers mois de 2014**, après respectivement -8 600, -11 600 et -18 900 lors des 3 trimestres précédents. A fin mars 2014, la France compte 3,170 millions de salariés dans l'industrie pour une évolution des effectifs de -1,4% sur un an (-46 300 postes).

- **Dans la CONSTRUCTION/BTP, 4 300 postes ont été perdus au cours du 1^{er} trimestre 2014** ; soit une tendance semblable aux trimestres précédents. A fin mars 2014, la France compte 1,390 million de salariés dans ce secteur d'activité pour une évolution des effectifs de -1,5% sur un an (-20 800 emplois).

- **Dans le TERTIAIRE MARCHAND, un peu plus de 10 000 emplois ont été détruits au 1^{er} trimestre sous l'effet essentiellement du brusque retournement de l'intérim (-26 000 postes)** qui avait emprunté une dynamique inverse au 4^{ème} trimestre 2013 (+23 000). **Hors intérim**, les gains d'emplois dans le tertiaire marchand se sont élevés à 16 000 postes. A fin mars 2014, la France compte 11,321 millions de salariés dans le tertiaire marchand, soit des effectifs en progression de +0,2% sur un an (+22 700 emplois).

Évolution de l'emploi salarié secteurs marchands (données cvs)



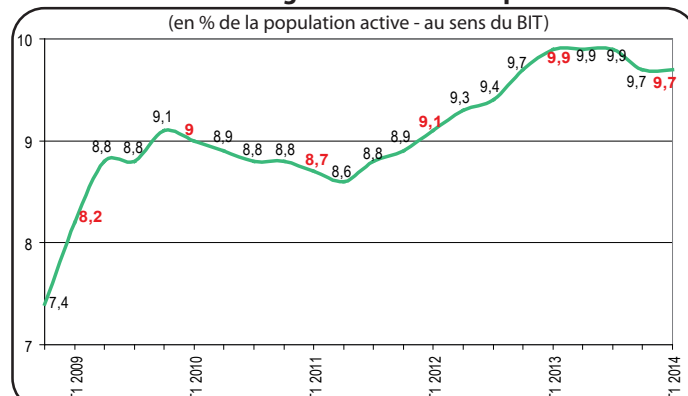
Taux de chômage stable au 1^{er} trimestre 2014 ... à un haut niveau

En moyenne sur le 1^{er} trimestre 2014, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à 9,7% de la population active, soit le même que celui observé sur les 3 mois précédents et en repli de 0,2 point sur un an.

Selon Pôle Emploi, à fin mai 2014, le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine a augmenté de 0,7% (+24 800) comparé au mois précédent pour s'établir à 3,389 millions.

Sur un an, ce nombre a crû de +4,1%, soit 132 000 DE supplémentaires. Soulignons enfin que si la hausse du nombre de DE s'était quelque peu modérée fin 2013, sur les 5 premiers mois de 2014 elle s'est, à l'inverse, de nouveau accélérée.

Taux de chômage en France métropolitaine



3 - Conjoncture vendéenne : Chiffre d'affaires (CA) des entreprises

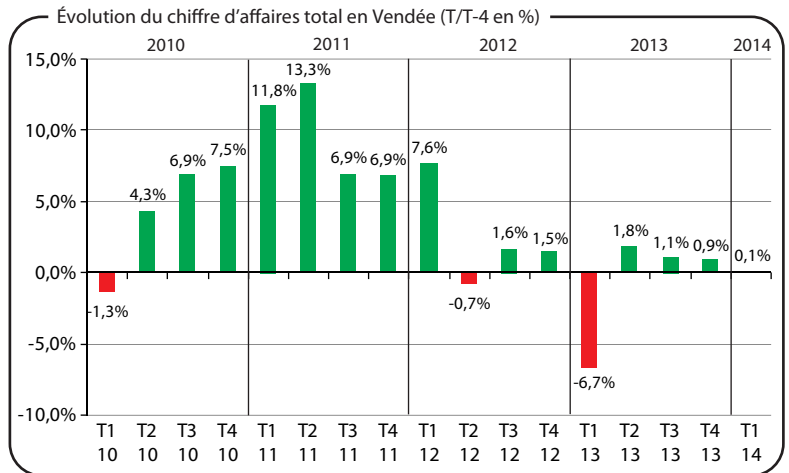
Source : DGFiP - Traitement : OESTV

L'activité ne progresse pas sur ce début d'année 2014

Les entreprises vendéennes relevant du régime réel normal (hors entreprises financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 7 090 millions d'euros (M€) sur le 1^{er} trimestre 2014 quasi identique à celui enregistré sur la même période de l'année précédente (7 085 M€).

Comparé au chiffre d'affaires déclaré sur le 1^{er} trimestre 2012, l'activité en ce début d'année s'affiche en retrait de -6,6%.

Sur ces 3 premiers mois de 2014, le CA total des entreprises progresse très légèrement de +0,5% en Région tandis qu'il recule de -1,5% à l'échelle nationale.

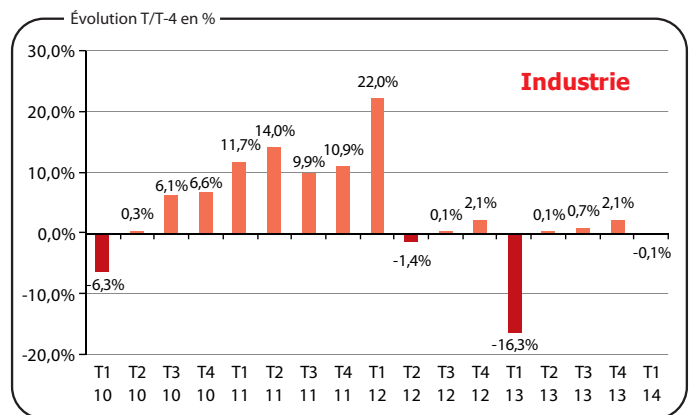


INDUSTRIE : rythme d'évolution de l'activité quasi atone depuis maintenant 2 ans

↳ **INDUSTRIE** (36,3% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur le 1^{er} trimestre 2014)

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur de l'industrie s'est élevé à 2 577 millions d'euros sur le 1^{er} trimestre 2014 contre 2 580 M€ sur le 1^{er} trimestre 2013 (soit -0,1%).

Depuis maintenant 2 ans (et les +22% enregistré sur le 1^{er} trimestre 2012), la croissance de l'activité est quasi atone dans l'industrie vendéenne.

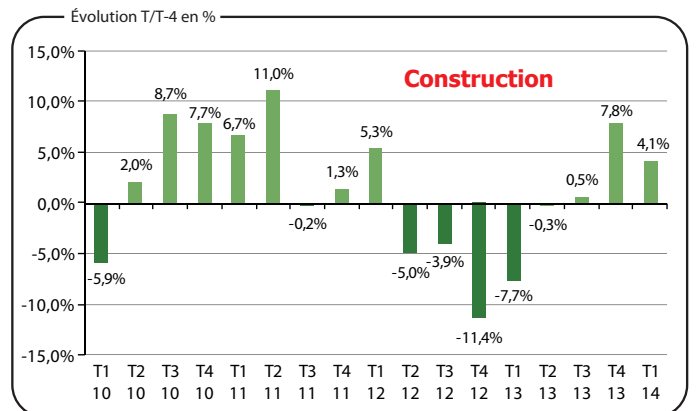


CONSTRUCTION/BTP : rattrapage en ce début d'année 2014 ... mais à des niveaux d'activité bas

↳ **CONSTRUCTION/BTP** (8,8% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur le 1^{er} trimestre 2014)

Les entreprises du secteur de la construction ont déclaré un chiffre d'affaires de 622 millions d'euros sur le 1^{er} trimestre 2014 contre 598 M€ sur le 1^{er} trimestre 2013, soit une hausse de l'activité de +4,1%. Cette hausse prolonge la hausse enregistrée sur le 4^{ème} trimestre 2013 (+7,8%).

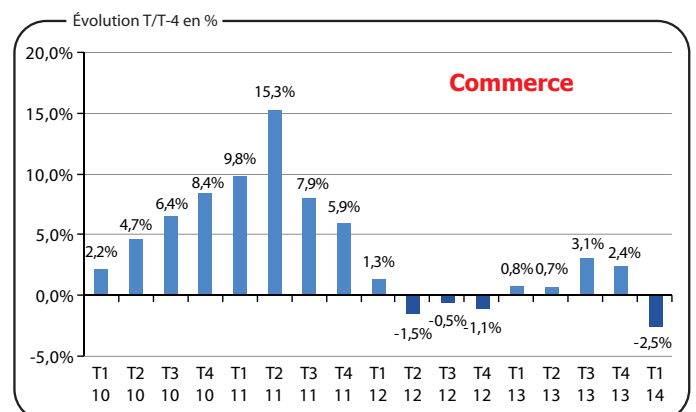
Rappelons toutefois que le CA enregistré sur ce 1^{er} trimestre 2014 est en repli de 4% comparé à la même période de 2012.



COMMERCE : dégradation du chiffre d'affaires sur le 1^{er} trimestre 2014

↳ **COMMERCE** (34,6% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur le 1^{er} trimestre 2014)

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur du commerce s'est élevé à 2 455 millions d'euros sur le 1^{er} trimestre 2014 contre 2 517 M€ sur le 1^{er} trimestre 2013, soit un recul de -2,5%.

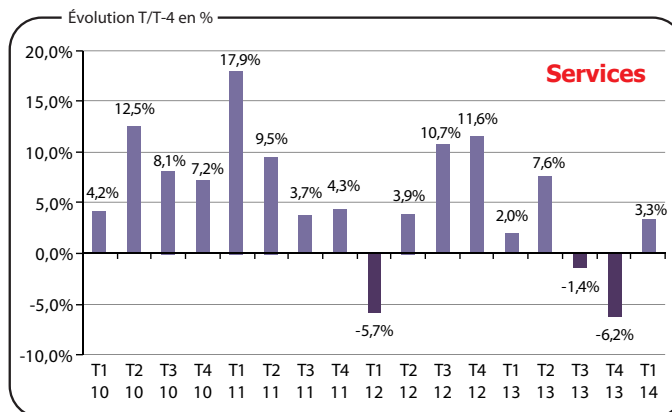


SERVICES : Rebond de l'activité sur le début d'année 2014 après 2 trimestres délicats

↳ **SERVICES** (20,2% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur le 1^{er} trimestre 2014)

Les entreprises du secteur des services (hors activités financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 1 436 millions d'euros sur le 1^{er} trimestre 2014 contre 1 390 M€ sur le 1^{er} trimestre 2013, soit une hausse de +3,3%.

Cette progression de l'activité fait suite aux mauvais résultats enregistrés sur les 2 derniers trimestres de 2013 : -1,4% sur le 3^{ème} et -6,2% sur le 4^{ème}.



4 - Conjoncture vendéenne : Investissements* des entreprises

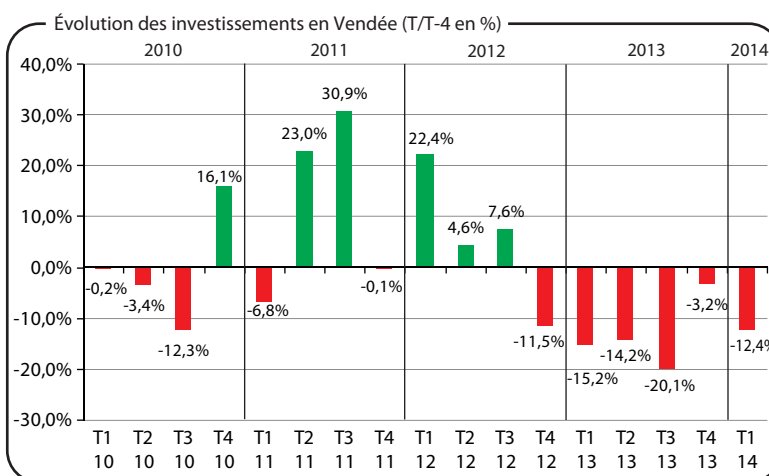
Source : DGFIP - Traitement : OESTV

La forte érosion des investissements* observée depuis plus d'un an se prolonge sur le début d'année 2014 (*estimés à partir de la TVA déductible sur immobilisations)

Les montants investis par les entreprises vendéennes (hors entreprises financières) se sont élevés à 276 millions d'euros sur le 1^{er} trimestre 2014 contre 315 M€ sur le 1^{er} trimestre 2013, soit en forte dégradation de -12,4%.

Ce recul prolonge les fortes baisses successives de l'investissement enregistrées en Vendée depuis le 4^{ème} trimestre 2012.

Comme en Vendée, les investissements en Région et en France reculent nettement sur le 1^{er} trimestre 2014 de respectivement -4,4% et -10,4% comparé au 1^{er} trimestre 2013.



Investissements par secteur en Vendée

↳ **INDUSTRIE** (31,6% des investissements sur le 1^{er} trimestre 2014)

Les entreprises industrielles ont déclaré 87 millions d'euros d'investissements sur le 1^{er} trimestre 2014 contre 100 M€ sur le 1^{er} trimestre 2013, soit une baisse prononcée de -12,7%.

Les immobilisations des entreprises industrielles poursuivent ainsi leur érosion pour le 6^{ème} trimestre consécutif.

↳ **CONSTRUCTION** (6,8% des investissements sur le 1^{er} trimestre 2014)

Les entreprises du secteur de la construction ont investi 19 millions d'euros sur le 1^{er} trimestre 2014 contre 18 M€ sur le 1^{er} trimestre 2013, soit une hausse de +5,4%.

Cette hausse des investissements dans la construction intervient après 7 trimestres de baisses successives.

↳ **COMMERCE** (18,7% des investissements sur le 1^{er} trimestre 2014)

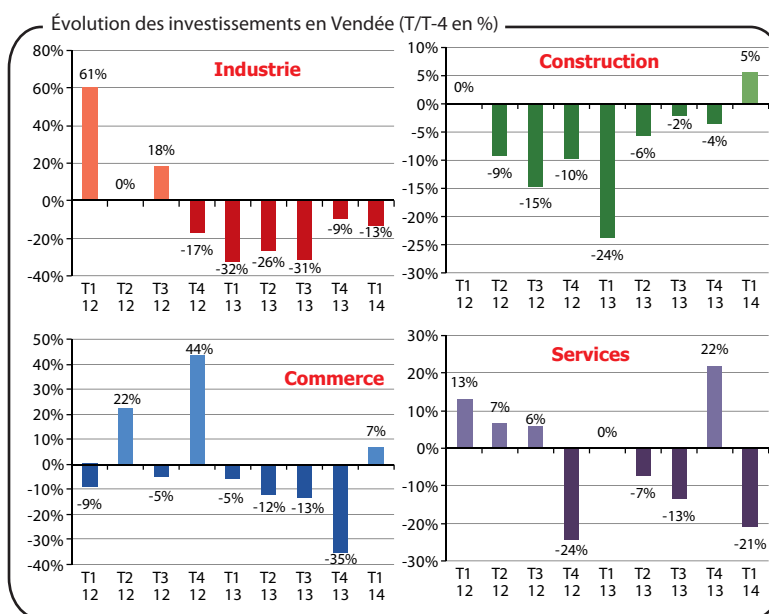
Les entreprises du secteur du commerce ont déclaré 52 millions d'euros d'immobilisations sur le 1^{er} trimestre 2014 contre 48 M€ sur le 1^{er} trimestre 2013, soit une hausse de +6,6%.

Ce rebond des investissements dans le commerce se produit après une année 2013 particulièrement tendue (-18,1% comparé à 2012).

↳ **SERVICES** (42,7% des investissements sur le 1^{er} trimestre 2014)

Les entreprises du secteur des services (hors entreprises financières) ont investi 118 millions d'euros sur le 1^{er} trimestre 2014 contre 149 M€ sur le 1^{er} trimestre 2013, soit une nette dégradation de -20,9%.

Ce repli prononcé des immobilisations fait suite à la forte croissance enregistrée sur le 4^{ème} trimestre 2013 (+22% comparé au 4^{ème} trim. 2012).

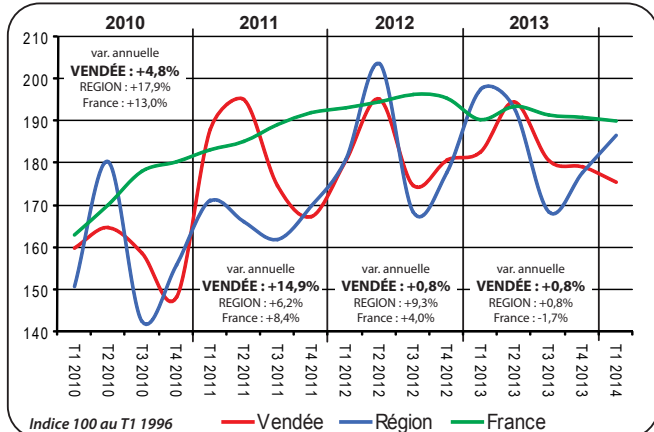


5 - VENDÉE : Exportations

Source : Direction des Douanes - Traitement : OESTV

Les montants exportés par les entreprises vendéennes marquent le pas début 2014

Exportations : Vendée - Région - France (données CAF/FAB hors mat. militaire)



Au cours du 1^{er} trimestre 2014, le montant des exportations vendéennes s'est élevé à 471 millions d'€, soit en repli de -3,9% comparé à la même période de 2013 (490 millions d'€).

Alors que l'activité export avait plutôt bien résisté l'année passée dans un contexte conjoncturel national et international moins dynamique, ces résultats semblent confirmer l'atonie de l'activité en ce début 2014.

En Région et en France, les montants exportés (données CAF/FAB) sur ce 1^{er} trimestre 2014 empruntent plus ou moins la même tendance baissière : -5,5% pour les Pays de la Loire et -0,2% pour l'Hexagone.

Principaux produits exportés depuis la Vendée au T1 2014

Les "navires et bateaux" s'établissent à nouveau comme le 1^{er} poste à l'export sur le 1^{er} trimestre 2014 à la faveur notamment d'un très fort repli des "viandes et produits à base de viande" (ces derniers les avaient devancés sur les années 2012 et 2013).

Pour les autres principaux postes vendéens à l'exportation, les tendances sont très variables : les produits issus de la vaste filière des équipements mécaniques enregistrent à la fois de très fortes baisses et de très fortes hausses selon les produits considérés, tandis que la filière agro-industrielle, hors "viandes et produits à base de viande", s'inscrit plutôt en progression comparé à la même période de l'année passée.

	T1 2014 / T1 2013
Navires et bateaux (15% des exportations en valeur au T1 2014)	+2%
Viandes et produits à base de viande (11%)	-29%
Machines et équipements d'usage général (7%)	-32%
Articles d'habillement (7%)	-6%
Produits de la culture et de l'élevage (6%)	+7%
Machines agricoles et forestières (6%)	+12%
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (5%)	+14%
Machines diverses d'usage spécifique (5%)	+37%
Produits alimentaires divers (5%)	+10%
Équipements pour automobiles (4%)	+4%
Matériel électrique (2%)	-28%
Produits de la construction automobile (2%)	+3%
Produits chimiques de base, prod. azotés, mat. plastiques (2%)	-9%

6 - VENDÉE : Créations d'entreprises

Source : INSEE
 Traitement : OESTV

Hausse des créations d'entreprises sur le début d'année 2014

↳ Selon l'Insee, 1 088 entreprises (y compris auto-entreprises) ont été créées, reprises ou réactivées dans notre département sur le 1^{er} trimestre 2014 contre 1 036 sur le 1^{er} trimestre 2013, **soit une hausse de +5,0%. Cette hausse relève essentiellement de celle relative aux créations hors auto-entreprises.**

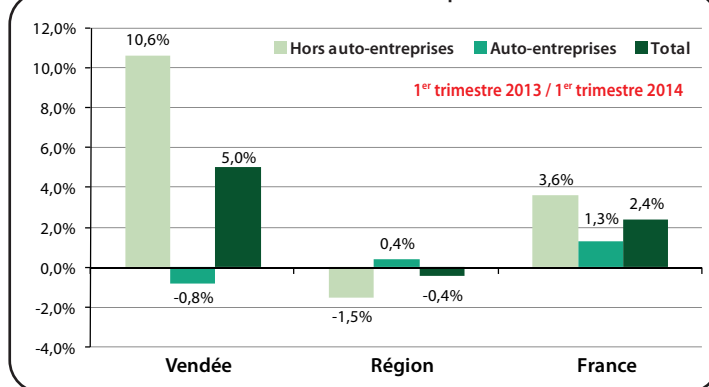
Comme en Vendée, les créations totales s'affichent également en progression à l'échelle nationale (+2,4%) tandis qu'elles stagnent à l'échelle régionale (-0,4%).

↳ **Dans le détail, les créations hors auto-entreprises ont progressé fortement sur le 1^{er} trimestre 2014 de +10,6% en Vendée : soit 585 créations contre 529 sur le 1^{er} trimestre 2013.**

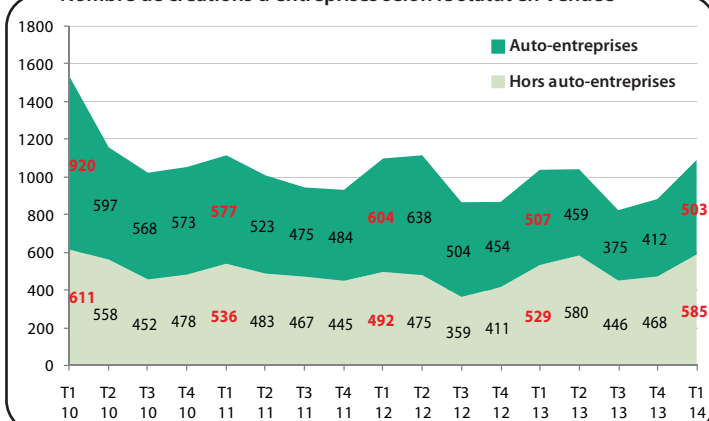
La France enregistre également une hausse des créations hors auto-entreprises de +3,6% tandis que la Région s'inscrit en baisse de -1,5%.

Les créations d'auto-entreprises, quant à elles, reculent légèrement sur la période considérée de -0,8% dans notre département (+0,4% en Région et +1,3% en France). Ces dernières ont représenté 46% des créations totales en Vendée sur le 1^{er} trimestre 2014 (55% en Région et 54% en France).

Évolution du nombre de créations d'entreprises



Nombre de créations d'entreprises selon le statut en Vendée



7 - Conjoncture vendéenne : Défaillances d'entreprises

Source : Insee, Banque de France - Traitement : OESTV

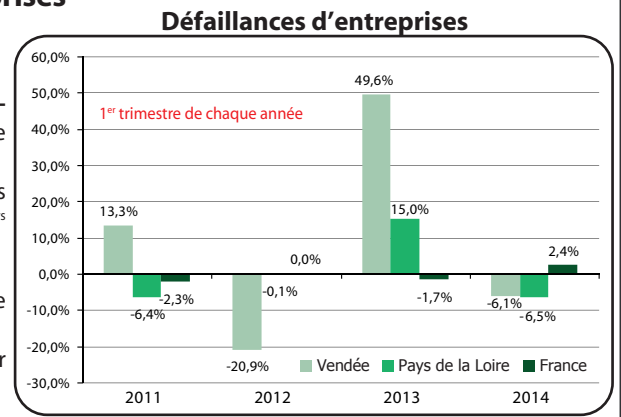
Recul des défaillances sur le 1^{er} trimestre 2014 ... à un niveau toutefois toujours élevé

Le nombre de défaillances d'entreprises a reculé sur le 1^{er} trimestre 2014 de -6,1% en Vendée, soit 170 défaillances contre 181 sur le 1^{er} trimestre 2013.

Malgré ce repli en début d'année 2014, les défaillances d'entreprises demeurent nettement supérieures aux niveaux enregistrés sur les 1^{ers} trimestres 2012 et 2011 (respectivement 121 et 153 défaillances).

En Région, le nombre de défaillances a connu, comme en Vendée, une baisse de -6,5% sur le 1^{er} trimestre 2014.

Enfin, à l'échelle de l'Hexagone, la tendance est à la hausse de +2,4% sur la période considérée.



8 - Conjoncture vendéenne : Emploi salarié marchand

Sources : Insee / Pôle Emploi - Traitement : OESTV

Redressement de l'emploi salarié sur la fin d'année 2013 porté par le commerce et les services

Mise à jour des données non disponible à la date de cette publication ; les données sur l'emploi salarié (exceptées les données intérim) sont donc identiques à celles traitées lors de notre note d'avril 2014.

L'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles en Vendée (données cvs) se redresse de +0,5% (gain de 728 emplois) entre septembre et décembre 2013, après s'être sensiblement dégradé depuis mars (-0,9% entre mars et septembre 2013, soit -1 370 emplois).

Selon l'Insee, la Vendée compte 156 769 emplois salariés dans les activités marchandes non agricoles à fin décembre 2013 (estimations données cvs), en stabilité sur un an (-0,1%, perte de 146 postes).

L'emploi salarié par secteur d'activité en Vendée

À fin décembre 2013, le secteur de l'INDUSTRIE continue de perdre des emplois : -0,4% comparé à septembre 2013 (-205 postes).

Selon l'Insee, la Vendée compte 53 549 emplois salariés dans le secteur de l'industrie à fin décembre 2013 qui s'inscrivent en retrait de -1,4% sur un an (-756 postes).

L'emploi dans la CONSTRUCTION s'affiche en recul pour le cinquième trimestre consécutif à fin décembre 2013 (-0,8% comparé à septembre, soit -150 emplois).

Selon l'Insee, la Vendée compte 19 163 emplois salariés dans la construction à fin décembre 2013 ; ces derniers s'établissant en baisse de -2,1% sur un an (-420 postes).

Dans le COMMERCE, les effectifs ont fortement progressé sur la fin d'année 2013 : +1,3% entre septembre et décembre (gain de 395 postes).

Selon l'Insee, 30 876 emplois salariés sont recensés en Vendée dans le commerce à fin décembre 2013 ; ils s'inscrivent en hausse de +0,6% sur un an (+186 postes).

Le secteur des SERVICES MARCHANDS enregistre, comme le commerce, une forte hausse de ses effectifs entre septembre et décembre 2013 (+1,3% pour un gain de 688 emplois).

Selon l'Insee, les effectifs salariés dans les services concernent 53 181 emplois en Vendée à fin décembre 2013 et progressent de +1,6% sur un an (+844 emplois).

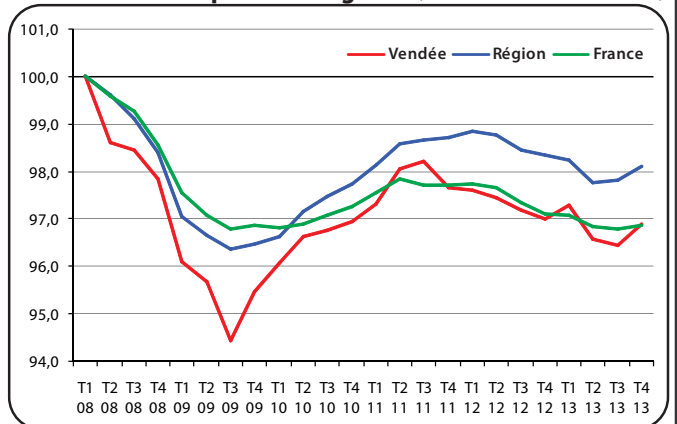
L'intérim en Vendée : retournement de l'intérim depuis janvier 2014

Selon Pôle Emploi, le nombre d'intérimaires recule en avril 2014 de -1,2% comparé à mars (perte de 100 postes), et assez fortement depuis janvier 2014 (-6%).

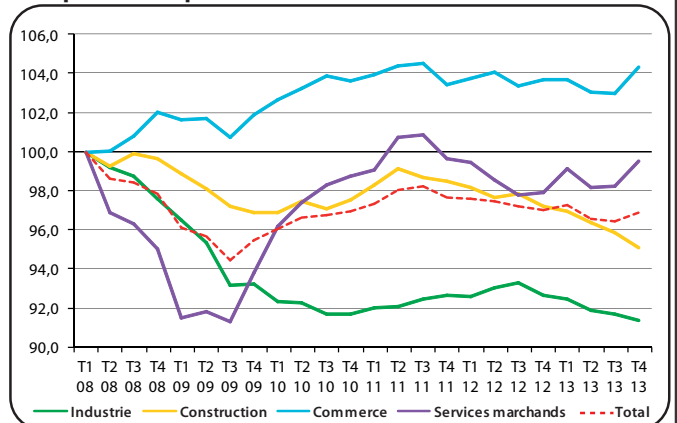
Toutefois, comparé à avril 2013, l'emploi intérim s'affiche toujours en hausse de +4,6% (+350 postes sur un an).

A fin avril 2014, la Vendée compte 7 962 intérimaires (données CVS).

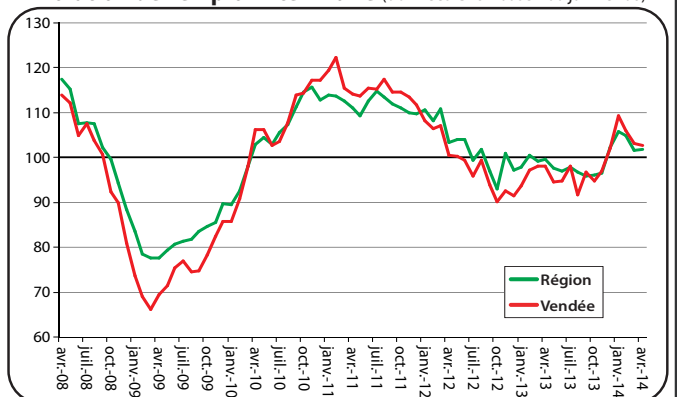
Évolution de l'emploi salarié global (données CVS - base 100 T1 08)



Emploi salarié par secteur en Vendée (données CVS - base 100 T1 08)



Évolution de l'emploi intérimaire (données CVS - base 100 janvier 06)



9 - VENDÉE : Chômage

Sources : Insee - Pôle Emploi - Traitement : OESTV

Nouvelle hausse du nombre de DE sur le mois de mai 2014 en Vendée

Au mois de mai, la Vendée enregistre une nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi de +0,5% (soit 143 DE en plus) comparé au mois précédent (+1,2% en Région et +0,7% en France).

Depuis le début de l'année, le nombre de DE n'a cessé de progresser en Vendée, excepté sur le mois de mars (-0,2%).

Selon Pôle Emploi, la Vendée compte 28 452 demandeurs d'emploi de catégorie A à la fin du mois de mai 2014 (données CVS). Sur un an, ces derniers s'inscrivent en hausse de +5,4%, soit 1 452 DE supplémentaires.

La Région et la France connaissent également une hausse marquée du nombre de DE sur un an à fin mai 2014 de respectivement +4,8% et +4,1%.

Évolution sur un an à fin mai par catégorie de demandeurs d'emploi

Seule la catégorie des -25 ans enregistre un repli du nombre de DE sur la période considérée tandis que les seniors subissent, à l'inverse, une forte hausse :

- Femmes : +5,0% (+683 DE)
- Hommes : +5,8% (+769)
- Moins de 25 ans : -1,1% (-58)
- Plus de 50 ans : +15,0% (+970).

Évolution du nombre de DE par zone d'emploi

La progression du nombre de demandeurs d'emploi (données brutes - Cat.A) est globalement soutenue dans l'ensemble des zones d'emploi vendéennes **sur un an à fin mai 2014 :**

- ⇒ +2,7% pour **Fontenay-le-Comte**
- ⇒ +3,8% pour **Challans**
- ⇒ +6,4% pour **les Herbiers**
- ⇒ +7,3% pour **la Roche-sur-Yon**
- ⇒ +7,6% pour **les Sables d'Olonne** (soit la hausse la plus forte des ZE ligériennes)

Taux de chômage en Vendée

En moyenne sur le 4^{ème} trimestre 2013, le taux de chômage en Vendée s'établit à 8,3% de la population active contre 8,5% sur le trimestre précédent.

Sur un an, ce taux a cependant légèrement progressé de 0,2 point et se situe désormais à près de 3 points au dessus de celui qui était observé au 1^{er} trimestre 2008 (5,0%).

Le taux de chômage vendéen est toujours nettement inférieur à celui de la France (9,8%) mais désormais assez proche de celui de la Région (8,6%).

Par zone d'emploi

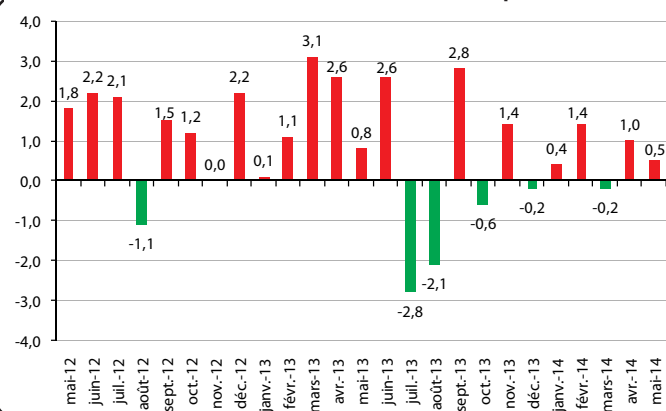
La zone d'emploi des Herbiers est toujours celle qui dispose du taux de chômage le plus bas de la Région à **5,5%** de sa population active.

Les autres zones d'emploi vendéennes proposent, pour leur part, des taux plus élevés : 8,4% pour **la Roche-sur-Yon**, 9,7% pour **Fontenay-le-Comte**, 9,9% pour **Challans** et 11,1% pour **les Sables d'Olonne** (soit, pour cette dernière, le taux le plus élevé parmi les zones d'emploi ligériennes).



Depuis le début de l'année 2013, l'Insee a refondu son questionnaire de l'enquête Emploi, ce qui a eu pour incidence une rétropolation des séries longues du taux de chômage à partir du 4^{ème} trimestre. Les données ci-dessus tiennent compte de cette modification et ne sont donc pas comparables avec les données fournies lors de nos Points de conjoncture précédents (baisse artificielle du taux de chômage d'environ 0,5 point).

Évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi en Vendée (cvs)

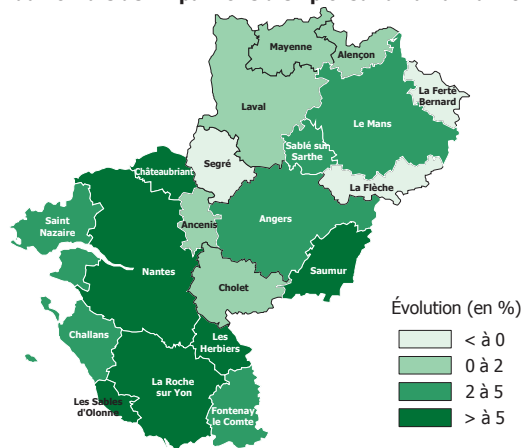


Demandeurs d'emploi Cat.A (données C.V.S.*) et Taux de chômage

	Mai 2014	Évol. mai 2013 / mai 2014	Taux T4 2012	Taux T4 2013
Vendée	28 452	+1 452 (+5,4%)	8,1%	8,3%
Région	168 397	+7 777 (+4,8%)	8,5%	8,6%

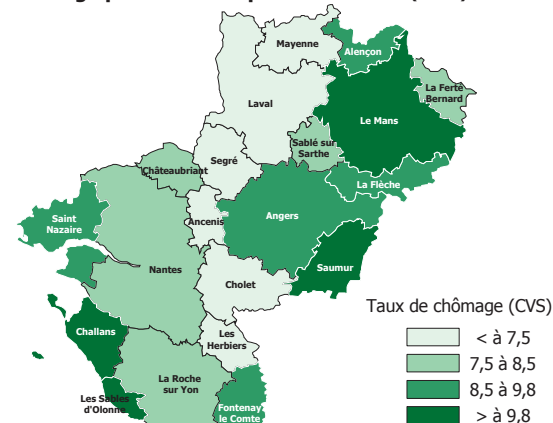
* données corrigées des variations saisonnières

Évolution du nombre de DE par zone d'emploi sur un an à mai 2014 (en %)



Sources : DARES - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Taux de chômage par zone d'emploi au T4 2013 (en %)



Sources : Insee - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

Offres d'emploi enregistrées : rebond sur les 5 premiers mois de 2014 ... après une année 2013 délicate (-16% comparé à 2012)

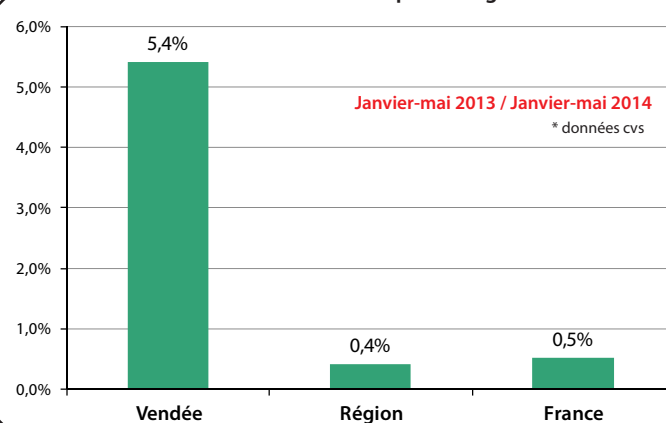
En Vendée, Pôle Emploi a enregistré 9 684 offres d'emploi sur les 5 premiers mois de 2014 contre 9 187 sur la même période de 2013, soit une hausse de +5,4%.

Le rebond enregistré en fin d'année dernière (+7,8% au 4^{ème} trimestre 2013 comparé au 4^{ème} trimestre 2012 contre -26% au 1^{er} trimestre, -22% au 2^{ème} et -18% au 3^{ème}) se prolonge sur ce début d'année.

En Région et en France, les offres d'emploi enregistrées stagnent sur la période considérée : respectivement +0,4% et +0,5%.

Notons toutefois que 65% des offres d'emploi enregistrées sur la période janvier/mai 2014 concernent des emplois non durables (moins de 6 mois) en Vendée contre 56% en Région et 50% en France.

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées*



10 - VENDÉE : Logements

Sources : Sit@del2 et Cellule économique régionale du BTP des Pays de la Loire - Traitement : OESTV

Après une mauvaise année 2013, les autorisations de permis de construire continuent de se contracter fortement sur les 5 premiers mois de 2014

Avec 1 517 logements autorisés en Vendée sur les 5 premiers mois de 2014, les permis de construire délivrés se sont effondrés de -41% comparé à la même période de 2013 (2 569 autorisations).

	Vendée		Région		France	
	Janv.-mai 2014	Évol. 2013/2014	Janv.-mai 2014	Évol. 2013/2014	Janv.-mai 2014	Évol. 2013/2014
Logements autorisés*	1 517	-40,9%	8 127	-26,3%	132 791	-25,6%
Logements mis en chantier*	1 478	-21,8%	6 788	-18,0%	107 324	-16,4%

* logements ordinaires (= hors logements en résidence)

Le logement individuel (82% de l'ensemble des permis délivrés sur les 5 premiers mois de 2014) a nettement reculé de -43% : 1 242 autorisations contre 2 190 un an auparavant. Plus précisément, les permis se sont repliés aussi bien dans l'individuel pur (1 093 contre 1 862, soit -41%) que dans l'individuel groupé (149 contre 328, soit -55%).

Dans le collectif, les autorisations se sont également fortement repliées de -27% sur la période considérée ; soit 275 permis contre 379 sur les 5 premiers mois de 2013.

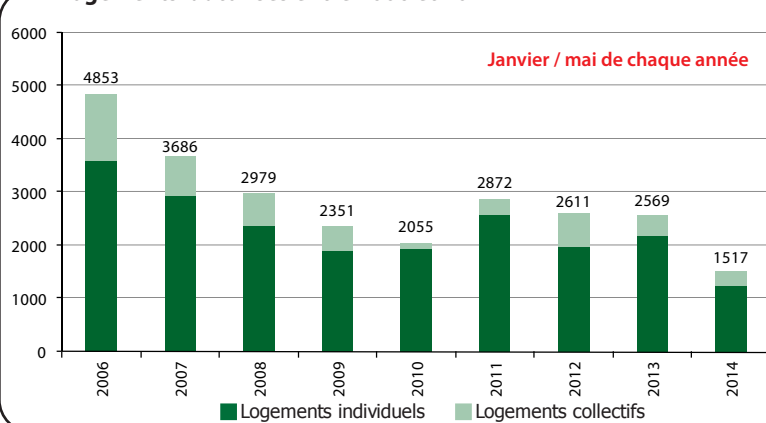
Concernant les mises en chantier de logements dans notre département, elles ont également baissé fortement sur les 5 premiers mois de 2014 de -22%.

Elles se sont repliées dans l'individuel (-25% ; 1 193 contre 1 582 sur les 5 premiers mois de 2013) et dans le collectif (-8% ; 285 contre 309 sur les 5 premiers mois de 2013).

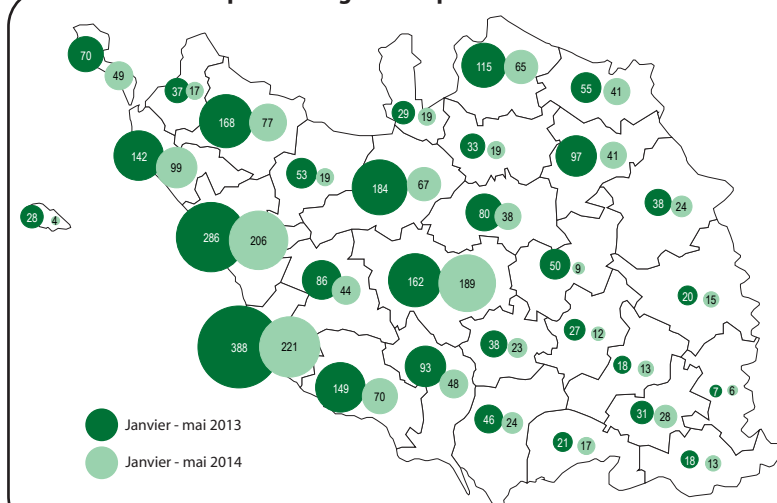
En Région, les permis de construire délivrés sur 2013 s'établissent aussi en net recul (-26% : -32% dans l'individuel et -17% dans le collectif), tout comme les mises en chantier (-18% : -22% dans l'individuel et -8% dans le collectif).

Enfin, à l'échelle de l'Hexagone, la tendance est la même : les autorisations sont en baisse de -26% (-35% dans l'individuel et -14% dans le collectif), tout comme les mises en chantier (-16% : -21% dans l'individuel et -12% dans le collectif).

Logements* autorisés entre 2006 et 2014



Permis autorisés pour les logements par canton



Source : Sit@del2 - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

11 - VENDÉE : Immatriculations de voitures particulières neuves

Sources : Fichier central des automobiles - CFA
 Traitement : OESTV

Un 1^{er} semestre 2014 meilleur que celui de 2013 ... mais toujours en deçà des années antérieures

Au 1^{er} semestre 2014, les immatriculations de voitures de tourisme neuves en Vendée s'inscrivent en hausse de +7,6% comparé à la même période de 2013 ; soit 7 520 unités contre 6 990 un an auparavant.

En termes de rythme de croissance, les immatriculations ont progressé sur le 1^{er} trimestre (+6,1% comparé au 1^{er} trimestre 2013) et sur le 2^{ème} (+9,0%).

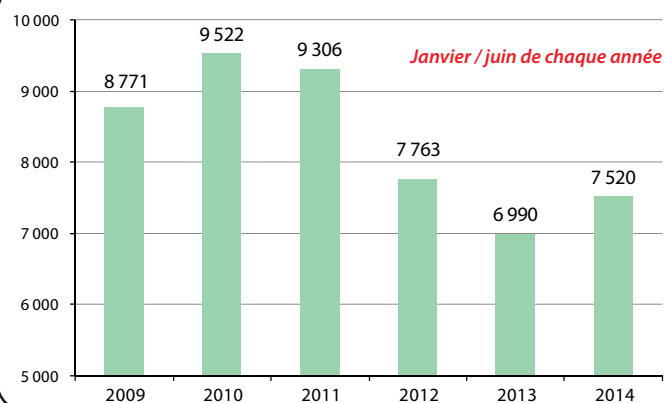
Malgré cette hausse, le niveau des immatriculations reste en deçà de ceux observés lors des 4 années antérieures (de 2009 à 2012).

En France, le nombre d'immatriculations de voitures neuves progresse également sur le 1^{er} semestre 2014 de +3,2% comparé à 2013.

Immatriculations par constructeur en France

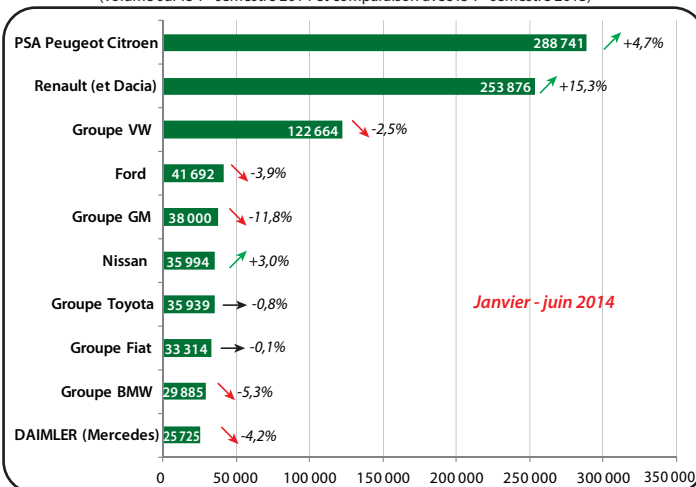
La hausse des immatriculations de voitures particulières neuves enregistrée en France sur les 6 premiers mois de l'année a essentiellement profité aux constructeurs automobiles nationaux : +4,7% pour PSA (+7,5% pour Peugeot et +1,4% pour Citroën) et +15,3% pour le Groupe Renault (+11,4% pour Renault et +30,4% pour Dacia).

Immatriculations de voitures particulières neuves en Vendée



Immatriculations de voitures particulières neuves en France

(volume sur le 1^{er} semestre 2014 et comparaison avec le 1^{er} semestre 2013)



12 - VENDÉE : Immatriculations de véhicules utilitaires < et > à 3,5 tonnes

Sources : Fichier central des automobiles
 Traitement : OESTV

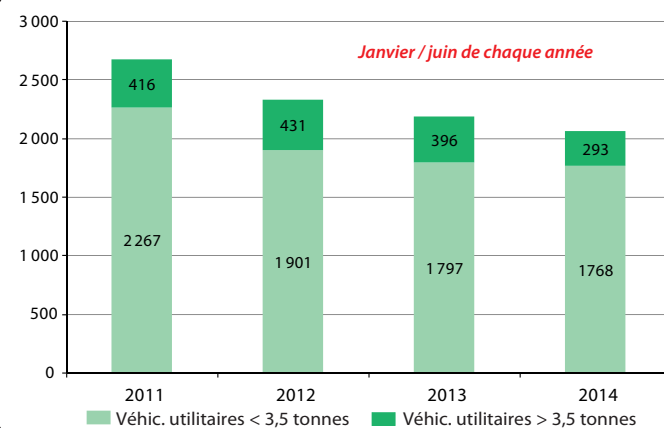
Immatriculations de véhicules utilitaires en repli sur le 1^{er} semestre 2014 en Vendée

Sur le 1^{er} semestre 2014, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée ont reculé de -6,0% comparé au 1^{er} semestre 2013 (2 061 unités contre 2 193 un an auparavant).

Les ventes de véhicules utilitaires légers (< 3,5 tonnes) se sont légèrement repliées sur la période considérée de -1,6% (1 768 unités contre 1 797) tandis que celles des poids lourds (> 3,5 tonnes) se sont fortement contractées de -26,0% (293 unités contre 396).

En France, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs s'inscrivent en légère hausse de +0,5% sur le 1^{er} semestre 2014. Dans le détail, les immatriculations de véhicules utilitaires légers progressent de +1,6% à 189 763 unités, tandis que celles relatives aux véhicules supérieurs à 3,5 tonnes reculent de -8,5% à 20 193 unités.

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée



NOTES

Partenaires financeurs de l'OESTV



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- ORCAB
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée
- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- Casino des Pins
- CAUE Vendée
- CAVAC
- CEAS Vendée
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- Holding ROUTHIAU
- ICES
- ICFS MESLAY
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison de l'Emploi Roche Agglo
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- PRAMAC
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- SOHETRA
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- You Industrie
- Yves COUGNAUD
- Communauté de communes du Canton de Rocheservière
- Communauté de communes des Olonnes
- Communauté de communes du Pays des Herbiers
- Communauté de communes du Pays de Challans
- Communauté de communes Vendée Sèvre Autise
- Communauté de communes Terres de Montaigu
- Roche sur Yon Agglomération
- Commune du Château d'Olonne
- Commune des Herbiers
- Commune de Luçon
- Commune d'Olonne-sur-Mer
- Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Commune de la Tranche-sur-Mer
- Société Publique Régionale Pays de la Loire
- Conseil Général de la Vendée



Observatoire Économique, Social
et Territorial de la Vendée

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr